

Maison de Courcelles, Saint-Loup-sur-Aujon

5, 6, 7 avril 2024

SYNTHÈSE

Deuxièmes Rencontres Ecologie Rurale et Populaire

***Engagements et transitions depuis et
pour les ruralités***



SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE
DU POST-URBAIN



Sommaire



01

Introduction : intentions
des Rencontres
pluriannuelles

02

Synthèse des
Rencontres de 2023 :
cultures sociales et
écologiques

08

Synthèse des
Rencontres 2024 :
comment mettre
autrement en politique
et communiquer dans et
pour les ruralités ?

09

Premières vigilances sur
la thématique de cette
année (Engagement)

10

Formes et leviers
socio-économiques,
culturels et écologiques
de l'engagement

15

Pantin 2024 : Les jeunes
du MRJC sont-ils déjà
post-urbains ?

15

Pantin 2024 : Les jeunes
du MRJC sont-ils déjà
post-urbains ?

25

Réactions et débats :
(re)politiser l'engagement

Introduction : intentions des Rencontres pluriannuelles

Souvent présentées comme en déclin, nombre de ruralités seraient redynamisées à partir des recettes métropolitaines de développement et d'attractivité. La métropolisation a **assujéti les périphéries**, en rendant les **territoires largement servant** et en conduisant à des situations de déprise auxquelles elle chercherait à remédier par les mêmes recettes (sur le modèle du ruissellement des ressources). Ces récits n'offrent ainsi pas la possibilité de penser les ruralités autrement, comme des espaces riches de vie et d'envies offrant l'opportunité d'un **tout autre modèle de pensée** ? Il est pourtant à imaginer, penser réaliser, que c'est en elles que reposent les réponses et futurs souhaitables aux crises que nous traversons, écologiques notamment ?

Voici de quoi les **Rencontres pluriannuelles Ecologies rurales et populaires** souhaitent débattre. Elles sont co-organisées par le **Mouvement pour une société écologique post urbaine (EGPU)**, la **Maison de Courcelles**, le **Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC)** et le **Réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural (RELIER)**.

A cette fin, les premières rencontres, les 6, 7 et 8 mai 2023 ont dressé plusieurs éléments de constat, abordant le **travail** et le **genre en milieu rural** (avec le tiers lieu Simone à Chateaufvillain), la situation des **jeunesses rurales** (avec la Fédération des foyers ruraux de Haute-Marne), traitant de **l'écologie dans les cultures rurales** (avec le Parc National de forêts et l'Auberge solidaire / l'Université populaire « Le goût des autres » à Langres) ou encore du **tourisme social** ainsi que des **pédagogies alternatives** (avec l'Association d'éducation populaire et de pédagogie sociale la Maison-Phare à Dijon et la Maison de vacances familiales La Bise / ATD Quart Monde dans le Jura). Le tout également nourri des expériences et acquis de la Maison de Courcelles sur **l'autonomie alimentaire** notamment, du MRJC sur les parcours de **formation**, de Relier avec les tiers-lieux à but non lucratif, ainsi que des réflexions menées au sein du mouvement post-urbain sur les **devenirs métropolitains et les géographies alternatives**.

1. Synthèse des Rencontres de 2023 : cultures sociales et écologiques

Samedi 6 mai 2023 : Travail et genre en milieu rural

Quelle est la place des femmes dans les ruralités, et dans quels métiers en particulier ? Quelles y sont les rapports de genre ? Les ruralités offrent-elles une possibilité d'amélioration des conditions féminines ouvrant la voie à une égalité réelle ?

Avec : **Anne-Laure Lemaire**, metteuse en scène et actrice, **Flora Foulquier**, sociologue et **Claire Colliat**, ancienne maire de Saint Loup sur Aujon

Animation : **Jade Bernard-Grignola** (MRJC)

Sur la base des retours d'Anne-Laure Lemaire du tiers lieu Simone à Chateaufvillain (2000 habitants), du travail sociologique de Flora Foulquier sur les Paysannes et le soin en Lozère, et de celui de Claire Colliat, ancienne élue, sont ressortis que **la place des femmes dans les sociétés rurales peut être pensée, non sans difficulté**, selon trois voies principales :

- Agir très directement dans la **vie citoyenne et politique locale**,
- Développer des **activités paysannes renouvelées**,
- Proposer des **activités culturelles** visant à rendre visible les relations héritées.

Ici, les **temporalités des ruralités**, les **cultures situées** et les **engagements genrés** jouent un rôle essentiel, loin des modes de vie métropolitains. Notamment, **les ruralités inscrivent les activités et actions dans d'autres temporalités**, exerçant parfois quelques pesanteurs mais ouvrant également la possibilité de changements en profondeur. Cet abord différent des temps comparativement à l'accélération des pratiques urbaines provient de la possibilité à chacune et chacun de prendre finalement une place, en s'inscrivant de manière chaotique voire parfois avec douleur (contrôle social), plus aisément dans des réseaux localisés. Et ici **l'agriculture mais plus largement la culture fait évoluer la condition féminine**. Les femmes ont toujours eu un rôle premier, mais largement invisibilisé, et, dès lors, par la mise en culture des pratiques locales, il s'agit de repenser l'organisation sociale au fondement des rapports de genre (particulièrement par la subsistance et la réparation, le soin et l'attention).



Samedi 6 mai 2023 : Jeunesses rurales

Y a-t-il une singularité des jeunesses dans les ruralités (sociale, culturelle, économique et/ou politique) ? Quels avenir leur sont proposés et sont-ils vraiment désirés ? La ville fait-elle toujours rêver ?

Avec : **Laurence Brésard**, Présidente de la Fédération des foyers ruraux de Haute-Marne et **Jade Bernard-Grignola** (Présidente du MRJC)

Animation : **Louis Létoré** (Directeur de la Maison de Courcelles)

Sur la base des expériences relayées par Laurence Brésard (enquête, campus ruraux et Assises Régionales de la Jeunesse dans le Grand-Est) et sur celle de Jade Bernard-Grignola (organisation de camps et d'événements culturels en milieu rural, gestion de tiers-lieux selon la devise « vivre, grandir, travailler au pays »), il est ressorti de manière croisée deux enseignements, l'un sur le **sentiment d'appartenance**, l'autre sur **l'engagement de la jeunesse dans les ruralités d'aujourd'hui** :

- **Singularité des jeunesses dans milieu rural**, notamment par les types d'**engagement** et d'**implication** (qui ne sont pas sans poser également la question des mobilités),
- Avec dès lors quelques **impensés du côté des mondes politiques** (cf. SNU) et des **sentiments de non reconnaissance au sein des jeunesses rurales**,
- Et ici ce ne sont **pas tant les valeurs que le besoin de faire et d'agir directement** qui prévaut, selon les préoccupations des jeunes (ex : de se réunir et de proposer des activités)

Les ruralités seront donc des lieux et milieux où, comparativement aux mondes urbains, **les jeunesses peuvent faire différemment**, peut-être plus directement, avec quelques prises d'initiative, mais à condition de quelques reconnaissances sociales et politiques (cf. celles et ceux qui restent). Ils et elles peuvent s'y outiller, s'y « **narcissiser** », **sans pour cela renier leur singularité**. Loin de ce qui est imposé depuis les mondes métropolitains (ex : tiers-lieux) ou alors de manière plus ambivalente que généralement présenté (attaches / mobilités), **le capital d'autochtonie est ici un moyen premier de survie** (comme d'ailleurs souvent dans les quartiers populaires des villes). Par contrariété, la ville ferait donc apprécier les campagnes, au point que des flux inverses d'autres jeunes se manifesteraient, mais pas toujours des natifs des campagnes. Il s'agirait alors de nourrir voire de créer un attachement au territoire, par l'implication et l'expérience, **en construisant d'autres discours**, sur l'environnement et les paysages notamment.

Samedi 6 mai 2023 : L'écologie par l'autonomie dans les cultures rurales

Y a-t-il des liens singuliers à l'écologie dans les ruralités ? Quelle est leur base socio-économique, culturelle et politique ? Les ruralités peuvent-elles prétendre à l'autonomie ? À quelle échelle et dans quels domaines ?



Avec : **Claire Colliat** du Parc National de forêts, **Anne Laforest** et **Gilles Fumey** de l'Auberge solidaire et de l'Université populaire « Le goût des autres » (Langres), et **Louis Létoré**, Directeur de la Maison de Courcelles.

Animation : **Guillaume Faburel** (Université Lyon 2, coord. EGPU)



Cette séquence se déroule en plein air, le long du chemin des sœurs. Chacune des présentations est suivie d'échanges nourris, avant de repartir pour le temps suivant.

A partir des propos de Claire Colliat sur l'autonomie locale et ses métiers notamment, d'Anne Laforest et de Gilles Fumey sur l'éducation à l'écologie et les pratiques sociales de solidarité (par l'alimentation notamment), et de Louis Létoré, sur le projet alimentaire de la maison de Courcelles, il en ressort principalement :

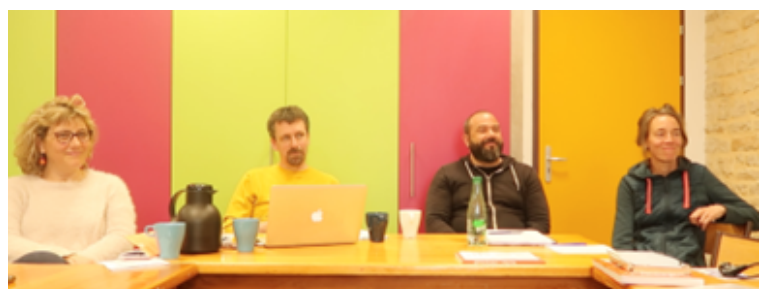
- La question des ressources locales, humaines et environnementales, des filières et circuits, est posée, et ce pour proposer et **développer des initiatives ancrées et propres aux ruralités**
- L'importance du renouvellement pédagogique par d'autres savoirs et savoir-faire, réflexifs, **participatifs et autonomisant**,
- L'enjeu de l'implication pour l'insertion par les activités et pour ce faire la reconnaissance de la trajectoire et des habitudes culturelles des personnes (par exemple pour l'alimentation).

Il en découle que l'écologie est une démarche globale et tangible mettant, non sans difficultés (cf. normes de sécurité), les personnes au cœur du projet, que ce soit les enfants, les bénévoles, les salariés, les différents acteurs concernés... comme plus largement l'ensemble des publics visés. Par ailleurs, **autonomie et alimentation permettent de retisser des liens d'importance**, de rencontre et de découverte (et ce notamment par l'éclosion de questions et débats, cf. végé carné). Il s'agit parfois de faire comme à la maison, pour une sécurité affective autant qu'une sécurité alimentaire. Là seraient les gages premiers d'un ancrage local de longue durée, au plus près des réalités sociales et environnementales des ruralités, soumises à des bouleversements d'envergure et/ou des mutations annoncées. L'écologie comme habiter.

Dimanche 7 mai 2023 : Ruralités : culture, tourisme social et pédagogies alternatives

Le tourisme rural développe-t-il des formes basées sur la rencontre et le respect de la nature ? Le tourisme rural se doit-il d'être impérativement construit sur l'accueil inclusif, universel et égalitaire ? Pourquoi créer des tiers-lieux lorsque des foyers ruraux existent ? Le tiers-lieu va-t-il à terme remplacer des mouvements de jeunesse ?

Avec : **Mathieu Depoil** et **Hélène Planckaert** de la Maison-Phare (Dijon), de **Sylvain Lestien** de La Bise - ATD Quart Monde (près d'Arbois, dans le Jura), **Louis Létoré**, Directeur de la Maison de Courcelles, **Hubert Julien** de RELIER



Animation : **Jean-Michel Bocquet** (ex MRJC)

A partir des actions et réflexions livrées par Jean-Michel Bocquet (sur l'histoire du tourisme social dans les ruralités notamment, indéniablement au profit des désirs de l'urbain), par Mathieu Depoil et Hélène Planckaert (sur les pédagogies sociales et libertaires hors les murs dans les quartiers populaires, avec pour ambition de démystifier l'inculture urbaine du vivant), par Sylvain Lestien (autour de la dignité, de la liberté et du respect de l'accueil proposé aux personnes en grande difficulté, très souvent assignées, stigmatisées, négligées), par Louis Létoré (sur l'éducation populaire et les pédagogies alternatives pour des activités basées sur l'initiative et l'autonomie qui mélangent origines culturelles et géographiques des enfants et familles accueillis) et par Hubert Julien (sur les tiers Lieux à but non lucratif et la création des Tiers Lieux, avec notamment la question du travail et de la propriété), il est notamment ressorti :



- La **singularité rurale des questions et enjeux dans l'accueil et l'éducation**, les colonies et les tiers lieux, singularité qui s'y exprime, sans mythification, par des potentiels de soin et d'attention, de mutualisations et d'entraides...
- Permis par les **interconnaissances** et souvent un sentiment de confiance, mais également par des possibilités d'apprentissage, au vivant notamment, y compris dans les tiers espaces que constituent les campagnes urbaines,
- A condition dès lors **de remettre en politique l'urbanisation et les liens urbains aux ruralités**, que ce soit la marchandisation touristique ou la consommation résidentielle dans le devenir des campagnes.
- Ce qui pose la question des **résistances à la précarisation**, comme plus largement des luttes sociales contre les mécanismes économiques propres à l'urbanisation (et à la déshumanisation)

- **Au profit des habitudes et formes de vie plus ou moins anciennes propres aux campagnes et ruralités.**

Toutefois, si la question des moyens de résistance a bien été soulevée, **le rôle des collectivités territoriales dans ce dessein de réappropriation demeure encore très largement posé**, comme plus largement de nombre d'institutions nationales.



Prenant acte des nécessités et enjeux ainsi posés, et plus encore des dynamiques exposées en matière d'inclusion et d'autonomisation, de soin et d'animation/éducation, de solidarités et de protection, ces **deuxièmes Rencontres des 5, 6 et 7 avril 2024** souhaitent poursuivre les échanges en approfondissant l'un des traits premiers ressortis comme commun lors de la première édition : **l'engagement**.

Si des **singularités** ressortent, avec les temporalités des ruralités pour les femmes ou encore les spatialités pour les jeunes. Si ces autres **espace-temps** depuis les ruralités bouleversent les **formes d'agir**. Si, donc, le **capital d'autochtonie** (habitudes culturelles et ressources locales) fait de **l'habiter une écologie de vie**, avec potentiels d'attention et de soin par l'interconnaissance et la mutualisation. Tout ceci remet alors en politique des liens urbains aux ruralités, notamment par **l'autonomie**, avec ici non seulement le rôle des collectivités territoriales dans ce dessein, mais plus encore **l'engagement** de tout un chacun. Mais qu'est-ce qui caractérise finalement l'engagement dans les ruralités, loin des dérives de l'autorité et des injonctions centralisées ? Par quelles trajectoires de vie, cultures sociales, construits politiques ces engagements sont-ils amenés à se penser, à se réaliser ?

Quelles en sont les priorités et les finalités, les lieux et les débouchés ? Ces engagements incarnent-ils d'autres manières de faire transition, écologique et culturelle notamment ? Figurent-ils autrement le devenir des ruralités, leur renouveau annoncé ?...

Il s'est agi, deux jours durant, de décrire les cultures de l'engagement et les formes renouvelées, ainsi que, par ce prisme, d'apprécier les perspectives de transition sociale et écologique, démographique et politique, culturelle et économique... par et pour les ruralités.

2. Synthèse des Rencontres 2024 : comment mettre autrement en politique et communiquer dans et pour les ruralités ?

Organisé par les Objecteurs de croissance et le Mouvement post-urbain

Ce moment était une conversation introductive autour des politiques aujourd'hui conduites et des manières de **faire entendre une autre voix sur les ruralités**, leurs organisations et sociétés, leurs économies et écologies. Doit-on, peut-on et comment faire plaidoyer depuis les ruralités ? Comment se situer face à l'emprise politique du moment, mettant globalement sous le tapis **paysannerie et écologie**, comme plus largement d'autres **modes et styles de vie** ? Comment nourrir efficacement un véritable **discours de transformation**, se situer vis-à-vis des gouvernements, proposer des **voies alternatives depuis les ruralités** ?

La première idée avancée a été de mettre en avant et de communiquer sur **le travail de la main face à l'industrialisation des pratiques et métiers de subsistance et de nature**.

Dans le monde industriel, la main a très peu de place. Par exemple, dans une forêt, c'est la machine qui abat, et non le bûcheron. Or le **réempaysonnement** nécessite de sortir des modes d'organisation industrielle, basés sur une vision parcellisée, une hiérarchie des modes d'intervention. Ce réempaysonnement passe alors par l'installation de millions de paysans et plus largement de 10 millions d'actifs ruraux. Or, dans tous les cas, on perd le geste. On perd les savoirs. On perd l'observation. On s'est appauvri culturellement et moralement mais on a gagné matériellement. Il s'agirait donc de se **réapproprier des savoir-faire, donc de requestionner nos besoins**.

C'est autour de la **REPRISE EN MAIN** de ce monde, en accord avec le vivant autour de nous, qu'il conviendrait de faire valoir les ruralités.

Mais ceci doit également s'accompagner de deux autres discours. Le premier est la nécessaire **DECROISSANCE DES VILLES**. Si on reprend le mouvement des villes en transition notamment, et que l'on regarde également les écologies urbaines dans leur histoire, une ville pour se gérer correctement nécessite une échelle entre 3000 et 10 000 habitants, au-delà impossible de faire autonomie, en deçà la démocratie n'est pas complète.

Et, autre message, dans le prolongement, défendre la notion de **BIOREGION** comme bonne échelle d'organisation. Elle correspond à l'idée que nos activités s'inscrivent dans un modèle territorial et culturel en équilibre avec les écosystèmes. La biorégion est une **coopération avec les autres êtres vivants dans l'écosystème**, une forme de confédération, appelant à une **organisation confédérale des capacités de l'agir**. Il est renvoyé ici aux Notes du Mouvement post-urbain :

« Face à l'écocide, toute biorégion sera post-urbaine ou ne sera pas ! » et « Le post-urbain : pourquoi et comment dé-métropoliser le monde ».

Si on prend l'exemple de la Biorégion de la vallée des Gardons, dans les Cévennes, à la limite des piedmonts, on y retrouve un un bourg-centre, et 80 % des besoins peuvent être satisfaits sur **30 km de diamètre**. La seule chose manquante ce sont les compétences pour y répondre localement. Les supermarchés ont détruit le réseau d'approvisionnement et les métiers de l'artisanat. Il faut sortir du modèle agro-industriel impulsé par les métropoles, se dépouiller des modes de vie urbains. On y retrouvera une **richesse morale**, une **valorisation de l'être humain**. L'artisan qui savait travailler avait de la reconnaissance. On ne changera que si l'on gagne en **RICHESSSE HUMAINE**.

2.1. Premières vigilances : veiller aux débouchés politiques des liens d'engagement par l'écologie

Cinq grandes vigilances préalables ont été exprimées :

- La première a indéniablement été de ne jamais détacher les engagements et leur évolution des **DEBOUCHES POLITIQUES de leur action**
- La deuxième : penser la **MISE EN RESEAU** de ces engagements et de leurs initiatives pour leur propre **CONCRETISATION**, et élaborer très tôt l'argumentaire de justification

- La troisième : **anticiper l'AUTONOMIE visée** (des méthodes de coopération à la cohabitation, de la disponibilité du foncier aux rapports à la propriété)
- La quatrième : où atterrir ? Bien définir les **LIEUX** et donc les **CULTURES DE L'ENGAGEMENT**, bien identifier les espaces ruraux et leurs constructions communautaires, pour faciliter la rencontre entre autochtones et néo-ruraux
- La cinquième : garantir les **LIENS A L'ÉCOLOGIE** et, depuis, les formes de coopération au sein même des initiatives et mouvements impliqués dans d'autres formes d'engagement



2.2. Formes et leviers socio-économiques, culturels et écologiques de l'engagement

Pourquoi s'engager ? Quels en sont les questions et sujets ? Pour quels parcours et trajectoires et quels enjeux (pauvreté, écologie, identité...) ? Quelles perspectives pour les ruralités d'aujourd'hui et de demain ? Quels possibles pour Les organisations héritées et les institutions installées ?...

Atelier 1. Engagements sociaux et économie

Animation : **Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC)**

Intervenants : **Auberge solidaire / Université populaire « Le goût des autres »** à Langres, **La Caserne Bascule – Joigny**, **Association Maison-Phare** à Dijon, **Julia Ambrosio** (juriste, Université Savoie Mont-Blanc)

Atelier 1

Gersende Le Blay
& Fanny Ehl

engagements sociaux & économie

Pour l'accueil des NÉO-RURAUX



Illustration Gersende Le Blay et Fanny Ehl

Atelier 2. Engagements culturels et solidarités

Animation : **Réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural (Relier)**

Intervenants : **Tiers Lieu La Tour des Villains** (Montsaugéon), **Fédération Départementale des Foyers ruraux de Haute-Marne**, **Blanche Laskar** (Autrice de l'étude « Un regard politique sur les tiers lieux ruraux »), **Valérie Jousseume** (géographe, Université de Nantes)

Atelier 2

Engagements culturels et solidarités

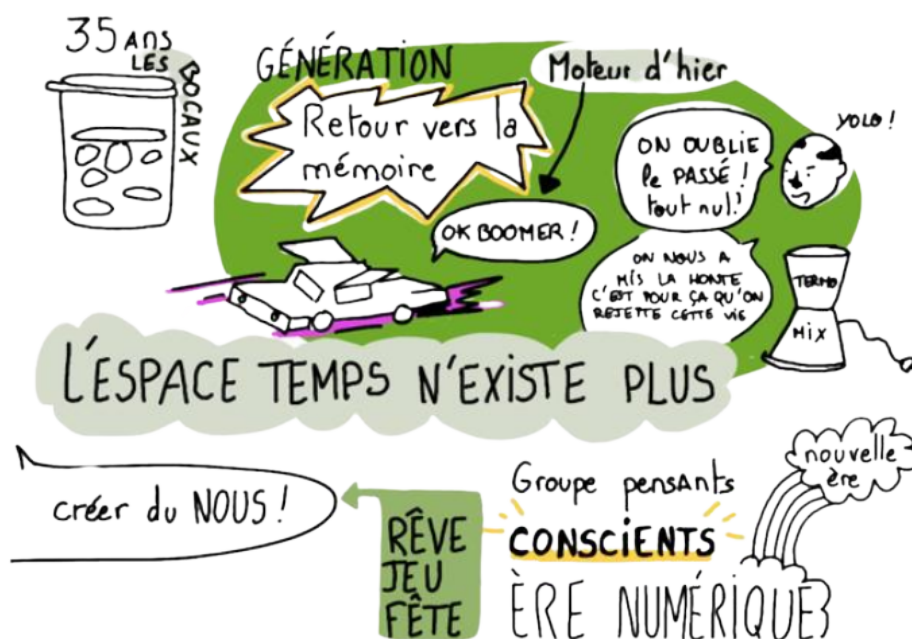


Illustration Gersende Le Blay et Fanny Ehl

L'atelier 2 a débuté en (pro)posant quelques définitions : par « culture(s) » on entend l'ensemble des **histoires, pratiques, modes de vie** et **imaginaires** de groupes sociaux **situés**, et qui se manifestent dans des formes écrites, orales, manuelles ; les solidarités traduisent tantôt des **ATTACHEMENTS RECIPROQUES**, tantôt des **ACTIONS VOLONTAIRES DE SOUTIEN**, mues par des intérêts communs et la valeur accordée aux êtres.

- D'abord, a été rappelé le chamboulement des sociétés paysannes structurées autour de communautés évoluant de manière cyclique dans des aires géographiques de proximité, par différentes révolutions industrielles : la société dite moderne est marquée par une hausse des mobilités et une conception linéaire du temps ; il s'agit d'une « **société de marchands** » fondée sur l'avoir. Mais cette société matérialiste fait aujourd'hui face à ses propres limites : dégradations écologiques, inégalités d'accès aux ressources... D'autre part, le numérique bouleverse le fonctionnement du monde, mettant en avant des modes passagères au détriment de cultures forgées sur le temps long. A l'extrémité, on débouche sur une société hyper moderne, frénétique, marquée par l'**ARTIFICIALISATION**.

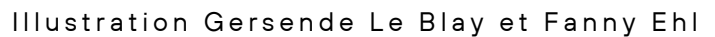
- Tenant compte de cette accélération, un des enjeux a alors semblé être de **construire des réseaux ancrés sur des relations équilibrées, en prenant un temps suffisant**, tenant compte des histoires de chacun-e, à une échelle où l'on est conscient de ses **(INTER)DEPENDANCES**, comme le rappelle Blanche Laskar en décrivant au sein des tiers-lieux observés des espaces de soin et d'attention entre les usager-es, parfois questionnés par l'ouverture inconditionnelle qui s'y pratique. La Fédération des foyers ruraux de la Haute-Marne participe elle aussi de l'établissement de liens solidaires en assurant à ses membres accompagnement technique, financier et solidarité à travers différents leviers : assurance collective, conseils et appui en cas de difficulté.
- Un autre des enjeux remarqués a été la **réévaluation des notions de richesse et de PAUVRETE : prendre conscience de la richesse de nos cultures pour nous engager**, comme au sein de la Fédération des Foyers ruraux de la Haute Marne, qui travaille à diffuser les arts du conte et de la parole et accompagner les pratiques amateur du théâtre et de la lecture à voix haute, en partenariat avec les écoles et le réseau de bibliothèques.
- Enfin, il a semblé être important de distinguer **les différents GROUPES SOCIAUX** qui portent des changements ou y résistent, notamment toutes les nuances du groupe dit « créatifs culturels ». La Tour des Villains où l'idée est de faire vivre un lieu support d'activités culturelles, sur toute l'année, créateur d'emploi et ouvert aux initiatives des habitants porte en elle la volonté **d'un changement et d'une ouverture pour les jeunesses rurales**. Les initiateurs sont des jeunes originaires du coin, partis faire des études et revenus avec l'envie de proposer des activités auxquels ils n'avaient pas accès autrefois sur place.

Atelier 3. Engagements écologiques et autonomie

Animation : **Mouvement pour une société écologique post-urbaine (EGPU)**

Intervenants : **Maison de Courcelles, Parc National de forêts, Ecolieu Chenèvre** (La Chapelle sur Furieuse), **Fanny Hugues** (sociologue, EHESS)

Engagements écologiques et autonomie



Le deuxième serait sans doute de cultiver les relations de proximité et de valoriser politiquement l'**ENTRAIDE**, d'épouser les temporalités qui ont été nécessaires pour apprendre à connaître.

Le troisième serait de mettre en avant et de valoriser le poids de la **débrouille** par rapport au système marchand, comme système D pour la **SUBSISTANCE**, avec pour exemple la nourriture démarchandisée, particulièrement essentielle chez les gens sobres.

Là se jouerait une **économie du vivant**, véritable anfractuosité comme catégorie invisibilisée de l conomie toute entière. Il s'agirait de r encastrer l conomie dans les fonctionnements sociaux, notamment par la reconnaissance des besoins d'être attachés et dépendants localement. En cela, l'**AUTONOMIE SERAIT D'ABORD DES LIENS QUI LIBERENT**.

A condition de quelques **précautions**, et notamment :

- Entre populations historiques et nouveaux arrivants, singulièrement dans les **légitimités et rapports de pouvoir**, mais aussi **sensibilités**, du fait des ressources déjà en place ;
- De faire attention   l'** merveillement** très urbain de la pureté des vies rurales, magnifiant la débrouille comme autonomie alors même qu'elles sont d'abord **nécessités** (et non pleinement politisées).

2.3. Projection du documentaire d'Egal   Egal de l'Association Accueil Agriculture et Artisanat (présentation par Relier)



2.4. Pantin 2024 : Les jeunes du MRJC sont-ils déjà post-urbains ?

Victor Babin, doctorant à l'Université Lyon 2, UMR Triangle et UMR AAU équipe Cresson, Mouvement post-urbain

Les 16, 17 et 18 mars 2024 se tenait à Pantin l'assemblée des sections du MRJC. Lors de cette assemblée, j'avais en charge l'animation d'un atelier et j'étais invité à participer à l'ensemble du week-end. Le Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne est « une association qui œuvre pour l'animation et la valorisation des territoires ruraux. Le MRJC propose aux jeunes ruraux·ales de se réunir en équipe à l'échelle d'une ou plusieurs communes afin d'agir ensemble sur leur lieu de vie. ». Il fait parti du mouvement pour une société écologique post-urbaine et coorganise les Rencontres de l'Ecologie Rurale et Populaire. À Pantin, le week-end était organisé autour de deux thématiques : Jeunesse et Europe (avec l'échéance des élections du 6 au 9 juin 2024) et Ruralité. Plus précisément pour cette dernière, le thème était « milieux ruraux : rester, partir, revenir ». Avant de présenter les éléments d'analyse issus de l'atelier, il me semble important de faire quelques observations et de préciser quelques éléments de cadrage, renvoyant à l'ambiance, mais aussi aux habitudes d'échanges, à la composition du public et à l'entrée en matière dans le sujet.

Observations préalables sur le déroulement, la composition, les profils et premières orientations de contenu

Tout d'abord, j'ai passé la plus grande partie du week-end avec le groupe Ruralité, participant pleinement à toutes les activités aux programmes. Je retrouvais les personnes du groupe Jeunesse et Europe pour des moments de convivialité, les repas et la veillée.

Par ailleurs :

- La plupart des personnes étaient très à l'aise avec la prise de parole ;
- Il existe au sein du MRJC une grammaire et un répertoire d'action commun, des automatismes dans le fonctionnement et une facilité dans l'échange et l'animation ;
- Le collectif semble doté d'une forte cohésion et la plupart des personnes rencontrées sont engagées dans le MRJC d'assez longue date (souvent, une participation depuis l'enfance à des camps encadrés par le MRJC et, parfois, une histoire familiale liée au MRJC) ;

- Les différents moments de l'animation étaient plutôt libres, correspondant à des formes plus proches de l'éducation populaire, du théâtre populaire et de ce que j'ai pu observer par ailleurs dans le monde des arts (théâtre et musique) ou dans des espaces de l'alternative (écolieu, oasis, collectifs en ruralité).

En outre :

- Il y a eu une relative parité entre homme et femme mais pas de personne racisées ;
- Une surreprésentation de personnes originaires de la moitié nord de la France ;
- Une surreprésentation de jeunes ayant connu des trajectoires résidentielles mouvante, la plupart du temps un passage dans une ou plusieurs grandes villes pour les études.

Enfin, nous avons pu entendre :

- Un fort sentiment d'appartenance à des territoires ruraux différents, créant une diversité d'expériences situées – dans un panel de sites et situations différentes, depuis des ruralités de bourgs très concentrés jusqu'à des paysages de hameaux plus éparés – et donc des conceptions différentes de ce que signifie la ruralité (voir plus bas).
- L'expression d'une appréhension partagée par la plupart, pour ne pas dire la totalité des participants, d'être soit-même un·e néo-rural·e ;
- Il a été très peu question de religion durant le week-end, bien que nous étions dans les murs d'un établissement d'enseignement privé et catholique et donc en présence de symboles et représentations liées à cette religion.

L'atelier, d'une heure trente, auquel était présente une quinzaine de personnes s'organisait de la manière suivante :

1. Une présentation du mouvement pour une société écologique post-urbaine et de mon travail de thèse
2. Une discussion autour des thématiques liés aux questionnements du mouvement.

Avec notamment trois volées de questions :

1. *Habitez-vous ou avez-vous habité dans une grande ville ? A-t-il existé ou existe-t-il un désir d'en partir ? Pourquoi ?*
2. *De quelle manière habitez-vous dans les territoires ruraux ? Diriez vous que cet habiter est classique ou original que ce soit en termes d'activités, de logement, de relations aux autres ?*
3. *Estimez-vous être engagés dans ces territoires ruraux ? Si oui, selon quels sujets (politiques, sociaux, économiques, culturels, écologiques...) ?*

L'objectif était d'accéder aux imaginaires politiques des membres du MRJC selon leurs trajectoires d'habiter et d'analyser de quelle manière la question du post-urbain se faisait jour dans la discussion ainsi proposée. Les personnes étaient enregistrées et prévenues qu'un enregistrement audio était en cours. L'anonymat leur a été garanti afin de permettre une expression libre. Il en est tiré une retranscription d'environ 5 pages de verbatim.

Quelques grandes lignes sont ressorties de la discussion que nous restituons ici de manière synthétique, et dans l'ordre d'énonciation :

1. Lorsque l'on parle de la "grande ville", des échanges se font autour de la définition de ce qu'est une grande ville. La question de la taille, de la densité de population, est posée. Est-ce qu'une ville de plus de 20 000 habitants peut-être considérée comme rurale ? Des différences de milieux sont aussi identifiées avec des ruralités « disséminées » dans des paysages de hameaux, en Anjou notamment, contre des concentrations de population plus grandes, comme dans le nord-est de la France. **Les trajectoires de cette quinzaine de personnes sont, de près ou de loin, reliées à des villes plus ou moins grandes. Sur la quinzaine, une seule personne à fait ses études dans un milieu rural et décrit cela comme une chance.**

2. Lorsque l'on parle du **désir de sortir de la grande ville**, les discours sont mitigés. Mais, **la plupart des participant·e·s déclarent qu'in fine iels partiront de la ville**. Avec même pour certain·e·s une forme de désamour de la ville. Cependant, certain·e·s sont attaché·e·s notamment à **l'offre culturelle** présente dans les grandes villes et déclarent vouloir profiter de la vie étudiante. Le constat n'est pas partagé par tou·te·s et la richesse de la vie culturelle dans les ruralités est alors mise en avant.

Ainsi, s'installer et **FAIRE RESEAU** est décrit comme la première étape pour amener à un enrichissement de la vie culturelle des espaces ruraux, comme un engagement à prendre pour les ruralités. La discussion montre que l'enjeu de la sociabilité est central pour susciter le désir de vivre et continuer à vivre dans les espaces ruraux desquels les participant·e·s sont originaires, ou non.

3. Les conséquences d'un mouvement consistant à vivre, ou à re-vivre, dans les territoires ruraux est décrit selon deux dimensions. D'abord, le premier impact mis en avant est celui de l'implication économique liée à l'**activité professionnelle** à venir, ou déjà en cours. Venir peupler les ruralités signifie donc travailler au pays. Ensuite, vient l'**engagement militant**. De fait, les membres du MRJC sont intégrés dans une organisation, cela n'est donc pas étonnant d'entendre ce positionnement. En revanche, il est intéressant de trouver cet **AGENCEMENT DU TRAVAIL AU PAYS ET DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE LOCAL**.

L'engagement est également présent dans les manières dont ces jeunes souhaitent vivre dans les ruralités. Il y a une volonté, partagé par une majorité des participant·e·s, de **NE PAS HABITER COMME LES PARENTS, de faire habitat en commun avec d'autres**. Evidemment, les modalités de privacité (c'est-à-dire de rapport à l'espace privé, à l'intimité) sont différentes en fonction des personnes et la volonté de faire réseau, de **participer à la vie locale, est toujours mise en avant**.

4. La discussion se poursuit autour de la **dimension politique de la vie dans les espaces ruraux**, qui est décrite comme particulière. En effet, une plus grande diversité sociale d'individus est constatée dans les seuls profils des personnes qui s'engagent. Concomitamment est observée une **MISE DE COTE DES DISCOURS POLITIQUES « PARTISANS » AU PROFIT D'UNE VIE POLITIQUE DE LA COMMUNAUTE HABITANTE**. Il est également rappelé ici le biais des expériences rapportées. Puisque les participant·e·s sont engagé·e·s dans les institutions et l'animation de **la vie locale, iels sont pleinement intégré·e·s à cette dernière**. Toutefois, sans mettre de côté de telles dynamiques d'appartenances sociales et culturelles, il est tout de même affirmé que **la vie politique est plus simple et plus inclusive dans les ruralités**. Il y a toujours besoin de personnes pour remplir le conseil municipal et il est « *plus facile de devenir maire de son village de 250 habitants que de devenir maire de Strasbourg* ».

5. Enfin, **deux types d'engagements** reviennent plus précisément dans la discussion. Le premier autour la culture locale, que cela soit de l'ordre de **la CULTURE IDENTITAIRE/REGIONALE** (musique ou bal trad.) ou de l'ordre de la **pratique artistique**, de la **convivialité** de manière plus générale. Donc, dans une certaine mesure, de **l'animation de la vie locale**, de la vie des humains entre eux. Le second regroupe des **ENGAGEMENTS ECOLOGIQUES OU ENVIRONNEMENTAUX**. Les exemples pris font, entre autres, référence à des comités locaux contres des installations relatives à l'industrie nucléaire française, ou encore à des luttes contre le déploiement des antennes 5G. Donc, une attention aux **impacts environnementaux d'activités industrielles sur les espaces posant l'enjeu de l'autonomie des modes et milieux de vie**.

Reprenant ainsi un **trptyque** qui n'a cessé de se déplier durant la discussion : **habiter** autrement dans les ruralités avec une attention particulière aux vivants, **coopérer** dans des formes économiques et culturelles plus locales, **autogérer** dans des collectifs plus ou moins resserrés mais toujours dans des espaces de partage et d'ouverture.

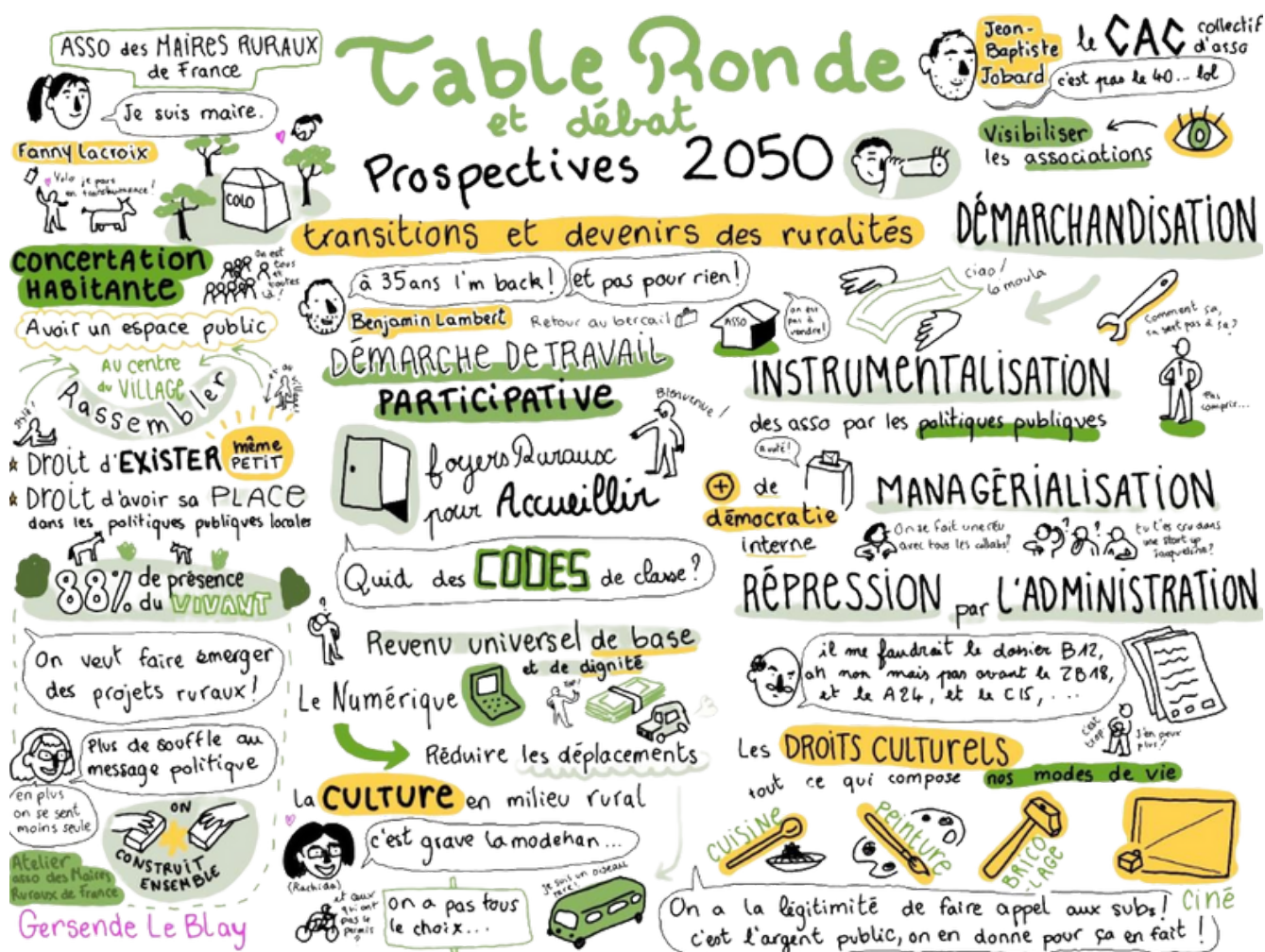
Je tire de l'analyse qu'il est indéniable que les **questionnements et les positionnements portés lors de cet atelier sont post-urbains**, que ce soit dans les manières d'habiter qui sont projetées ou dans les formes d'engagements qui sont décrites. L'ensemble des questionnements et discussions que j'ai entendus lors de cet atelier, et plus largement lors du week-end, m'ont conforté dans l'existence d'une **ALTER-RURALITE**. Malgré tout, lors de cet évènement j'ai rencontré une **jeunesse prise, pour la plupart, dans des trajectoires résidentielles et intellectuelles clairement métropolisées**. Je ne peux pas en déduire que les imaginaires politiques des personnes présentes étaient strictement post-urbains. Cependant, les perspectives dégagées par des discours en faveur d'une ouverture et d'un **engagement dans les ruralités désignent bien un PROJET POLITIQUE. Celui de vivre une géographie alternative à celle des aires métropolisées dans des espaces ruraux vivants et accueillants**.

Ces formes de vies sont à mettre en résonance avec d'autres expériences qui sont nombreuses dans les espaces ruraux français et que le mouvement post-urbain souhaite faire dialoguer.

2.5. Table-ronde et débat Prospectives 2050 : transitions et devenirs des ruralités

Intervenants : **Fanny Lacroix** – Maire de Châtel-en-Trièves et VP Association des Maires Ruraux de France ; **Benjamin Lambert** – Coordinateur de la Fédération départementale des Foyers ruraux de Haute-Marne, membre de la Commission Transition, Confédération nationale des foyers ruraux ; **Jean-Baptiste Jobard** – Coordinateur du Collectif des Associations Citoyennes et représentant Transiscope

Les prévisions pour 2050 ne sont pas des plus joyeuses, qu'il s'agisse d'économie avec les contractions énergétiques et matérielles, d'écologie avec les chaleurs annoncées et surtout la biodiversité maltraitée, et plus largement la société avec fragmentations voire fractures augmentées. La transition ne pourra se réaliser sans quelques engagements ni quelques ménagements à l'échelle également (surtout) des territoires. Les ruralités offrent des solutions d'avenir... sous quelques conditions de réalisation et vigilances à avoir.



Fanny Lacroix :

Partant de l'expérience du village de Châtel-en-Trièves, dont elle est Maire, et plus particulièrement d'une démarche participative 4 mois durant avec plus de 80 habitants du village et 250 en tout pour **penser le village de demain** et ainsi sortir de la trajectoire de village dortoir, Fanny Lacroix expose les actions menées, et notamment un café associatif avec des producteurs locaux, des jardins partagés dans l'espace public... le tout par la création d'une **vie associative remarquée**, une implication directe dans la fabrication des lieux et, ce faisant, un **PACTE DE RECIPROCITE**.

Sur cette base d'expérience, Fanny Lacroix développe l'idée que la participation citoyenne n'est pas qu'un outil au service du politique mais en fait elle a un sens en elle-même : **SE RESSAISIR DE SON DESTIN COMMUN**. Car, défend-elle, quiconque a le droit d'exister même si on est petit. Il s'agit de la revendication d'un **DROIT D'EXISTENCE** par la **transparence**.

Par ailleurs, et dans le prolongement, comme Vice-présidente de l'Association des Maires Ruraux de France, elle relate l'**atelier** organisée avec les élus de l'association sur la transition écologique en vue de bâtir un **RECIT POLITIQUE VU PAR LES RURALITES**. Les élus locaux des villages n'ont pas les moyens de se projeter, alors même qu'ils développent des **COMMUNS** qui offrent de grandes possibilités de changement culturel visant non seulement réciprocité avec les habitants mais également simplicité des actions.

Loin d'être un inconvénient, la petite taille des villages est une réelle opportunité, pour représenter les espaces du vivant, avec les humains dedans.

35 000 communes, ce n'est pas une erreur d'organisation, mais une RICHESSE.



Benjamin Lambert :

Après avoir dressé le portrait démographique et démocratique des ruralités, et notamment avoir indiqué que les migrations depuis les villes allaient sans doute s'accélérer avec la nécessité de politiques d'accueil par l'offre de logements, et que, démocratiquement maintenant, la question de l'égalité dans l'implication toutes et tous était posée, Benjamin Lambert décrit les **potentiels offerts par les Foyers ruraux** en la matière, que ce soit pour le **développement local, la médiation** de certaines catégories de population ou encore **les formes d'apprentissage par l'éducation populaire**.

Selon lui, si **les codes urbains et ruraux sont mélangés**, ils renvoient toujours à des **CODES DE CLASSE**, pour la déconstruction desquels les corps intermédiaires et les associations ont un rôle premier à jouer pour se **rencontrer et se mélanger**, au premier chef à des fins d'activités et d'économie locale, avec selon lui la nécessité de la généralisation de systèmes d'**échanges locaux** ou encore d'un **revenu universel de base**. Ici, puisqu'une partie entière de la population est d'abord dans la nécessité, les thèmes écologiques d'alimentation bio, de mobilités plus adaptées ou encore des types d'énergie doivent être ramenés à la question des **conditions mêmes de l'existence**.

Raison pour laquelle selon lui les **UNIVERSITES POPULAIRES** comme lieux d'échanges de connaissances et savoir-faire, particulièrement de l'artisanat, sont des outils premiers pour parler d'égal à égal et **revaloriser le parcours de personnes ayant moins la parole en raison de leurs conditions de vie**. Si on n'y prend garde, les invisibilisés risquent de l'être davantage encore par l'arrivée des nouvelles populations, du fait de relations sociales déjà limitées. Les organisations historiques, et dedans les foyers ruraux notamment, doivent y être vigilantes, notamment **en évitant la moralisation écologique des ruraux, et en entretenant les cultures populaires** (sans être populistes).

Il convient au premier chef de ne pas dissocier social et écologie pour **REVALORISER LES CULTURES POPULAIRES DE L'ÉCOLOGIE** et convaincre que les actions menées par des acteurs historiques poursuivent bien de dessein de l'amélioration des **conditions locales de l'existence**. Ici, la **prospective** lancée par la Confédération nationale des Foyers ruraux à 2046 apparaît comme l'un des moyens également de cette vigilance, et ce dans un dessein post-urbain.

Jean-Baptiste Jobard :

Après avoir rappelé l'acception large de ce que veut dire association pour le CAC (municipaliste et mutualiste, formelle ou informelle...), et avoir rappelé que le CAC s'était constitué autour de la défense des libertés associatives, Jean-Baptiste Jobard décrit l'**affaiblissement engagé du monde associatif** et expose les perspectives pour lutter.

Il fait tout d'abord le constat de la **marchandisation** du monde associatif, marchandisation dans la cadre de laquelle les différences avec les entreprises s'amenuisent. Pour infléchir ce mouvement, il faut comprendre le modèle de marchandisation, de financiarisation. Un autre paramètre est alors également à intégrer : l'**instrumentalisation** des associations par les collectivités publiques, qui dessinent des actions pour elles et les voient comme des exécutantes (une subvention n'est pas une soumission). Enfin, en interne maintenant des organisations, les mouvements précédents conduisent à une **managérialisation**.

Voilà pour les processus d'affaiblissement et les raisons de la répression par les autorités (décret d'août 2020 qui accroît le pouvoir des préfets dans le contrôle et les sanctions des associations).

Face à cela, trois grandes préconisations :

- Retirer des biens au marché et réinvestir humainement, socialement, dans le **COMMUN**
- Prendre au sérieux la notion de **CO-CONSTRUCTION** avec les financeurs/bailleurs
- Cultiver la **DEMOCRATIE INTERNE**.

Et, pour ce faire, considérer que tout financement public est l'argent des associations et initiatives citoyennes, et qu'il va falloir **faire alliance contre ceux qui luttent contre les services publics**.

Voilà l'objet de la création de **l'Observatoire des libertés associatives** (dans lequel **LES RURALITES DOIVENT ETRE REPRESENTEES**).

2.6. Réactions et débats : (re)politiser l'engagement

Avec notamment **Louis Létoré** (Maison de Courcelles), **Manon Rousselot-Pailley** (Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne), **Raphaël Jourjon** (Réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural), **Guillaume Faburel** (EGPU - Mouvement post-urbain)

En réaction, Louis Létoré (Maison de Courcelles) rappelle qu'un projet rural n'est pas seulement un coût mais aussi une ressource, et que dans l'idée de **trouver des alliances locales**, il convient de **ne pas perdre les identités** et de **travailler dans la complémentarité**.



Pour cela, repartir de la **question de l'écologie**, c'est-à-dire **prendre soin des personnes, de la maison, qui nécessite que l'on REPOLITISE NOS ACTES QUOTIDIENS, ordinaires**, et pour ce faire que l'on affirme avec l'appui de chercheurs et chercheuses la philosophie que l'on défend, les singularités pratiques que l'on veut mettre en avant. Tout cela pour désaseptiser les débats, et reconsidérer par exemple les relations de dépendance aux services de l'État.

Raphaël Jourjon (RELIER) développe quant à lui la nécessité **d'avoir un HORIZON D'ENGAGEMENT**, horizon important pour mettre du sens dans le pourquoi on s'implique. Or, le terme même de transition est à ce jour selon lui encore dénué d'horizon : vers quoi, pour qui, et comment ? C'est ici que la **mise en place d'espaces de rencontres et de travail communs est jugée primordiale**, pour que tout le monde se sente à l'aise en parlant de là où il est. C'est également la **garantie de partage et de justice dans les projets**, en tenant compte de l'existant, avec dès lors pour vigilance quant aux organisations et réseaux de ne pas débarquer et de s'imposer par le langage notamment (cf. Transition). **Les associations locales historiques ou plus récentes**, quoiqu'il en soit d'ores et déjà existantes, **ont un rôle essentiel et premier à jouer**.

Pour Manon Rousselot-Pailley (MRJC), l'autre question posée est celle de remettre la question des **RAPPORTS DE CLASSE** dans la manière dont l'imaginaire urbain est devenu la norme, la manière dont les ruraux qui n'auraient pas les codes urbains. En fait, les normes bourgeoises existent aussi dans les **mondes ruraux, colonisant - avec de nouvelles formes d'oppression - la vision de ce qui est une forme de réussite sociale**. Ici, la question de l'emploi est absolument centrale pour **sortir des poncifs de l'imaginaire collectif** : misérabiliste (beaufs racistes), réactionnaire (France profonde), mais aussi fantasmagorique (laboratoire de la « transition »). Ces trois visions génèrent les maladroites qui peuvent devenir des **OFFENSES** si répétées. Il faudra en passer par là pour parler d'écologie, et éviter de laisser croire aux pensées d'extrême droite. Selon Manon Rousselot-Pailley, l'écologie sans justice sociale c'est du jardinage, et plus largement **l'écologie doit se penser dans la relation avec les habitants**, et cesser alors des oppositions stériles (ex : les friches sont bénéfiques pour le vivant mais l'accès au foncier est vital pour certain.es paysan.nes).

Enfin, pour Guillaume Faburel (Mouvement Post-urbain), au-delà de son opposition à la formule sur le jardinage reprise du syndicaliste Chico Mendes (le jardinage n'est pas « un petit je ne sais quoi »), la **question des INSTITUTIONS**, de leurs doctrine et fonctionnement, est posée au regard de la situation héritée. Or, dans le

débat proposé, même si vigilant quant aux relations à nouer **le rapport aux institutions n'est pas remisé, ce qui a conduit selon lui à délaisser les thèmes de l'écologie (de la subsistance et du vivant)**. Ce sont donc les pensées bourgeoises et/ou d'extrême droite qui guident les débats sur le devenir écologique des sociétés, selon un partage progressisme (villes) et conservatisme (campagnes). **Espace vital** et **TERROIR**, tout comme **racine** et **traditions** vont devoir être réinvestis si l'on veut sortir de la pensée classiste enchâssée dans les jeux politico-administratifs. Peut-on faire en dehors des institutions ? Doit-on bâtir des alliances



informelles ? Ne serait-ce pas là l'un des desseins des écologies rurales et populaires que de se **resituer** dans **l'ordinarité**, la **privacité** et ce faisant faire droit à d'autres cultures de vie et économies (du vivant notamment) ?